

# plein temps

Activité en direction des retraité-e-s

06.08.81.19.61

d.junker93420@gmail.com



N°70 mars 2022

## quelle connerie...

**L**a guerre déclenchée par Vladimir Poutine continue d'étendre ses ravages en Ukraine et son lot de morts, de désolation pour les populations civiles avec des combats entre les commandos d'invasion russe et l'armée ukrainienne jusque dans les rues des deux principales villes du pays, Kiev et Kharkiv.

Un siècle après le déchaînement de la barbarie impérialiste de la guerre de 14-18, le capitalisme porte toujours en lui la guerre, comme l'avait alors dénoncé Jean Jaurès.

Les meetings se poursuivent, mais l'élection présidentielle est suspendue à la gestion du conflit ukrainien. Pourtant, il faudra bien débattre des luttes contre les inégalités, contre le réchauffement climatique, de justice sociale... Sur le fond, Fabien Roussel demande que « la France ait une voix singulière, celle de la désescalade et des négociations pour un cessez-le-feu ». Il insiste sur l'importance des questions de souveraineté énergétique et alimentaire, au cœur de la crise.

### Un président au service des riches

Le pouvoir d'achat des Français s'effondre, laminé par les hausses successives des prix de l'énergie, des produits alimentaires, des carburants, des mutuelles et de tant d'autres biens de première nécessité. Et pendant ce temps-là, les actionnaires du CAC 40 engrangent sans vergogne des milliards de dividendes, le patri-

moine des 500 plus grandes fortunes s'envole de 30% en un an.

Voilà le bilan accablant de la politique budgétaire entièrement dédiée aux nantis et aux multinationales, menée par E. Macron.

### Nous ne nous laissons pas faire

Le 24 mars 2022, les retraité-e-s se mobiliseront à nouveau pour l'amélioration de leur pouvoir d'achat, la présence de services publics et la défense de la

Sécurité sociale.

Comment payer les factures avec l'accélération de l'augmentation des prix, de 1,9% sur un an, qui affecte des secteurs indispensables comme l'énergie, l'alimentation, les transports ? Depuis 2014, nous avons perdu entre 10 et 12% de pouvoir d'achat, soit un mois de pension par an !

La sécurité sociale fragilisée par le pouvoir qui la prive de ressources (70 milliards d'exonérations de cotisations). À quelques semaines de la présidentielle, cette question est essentielle, la sécurité sociale fait partie de notre vie. Elle a, durant cette période de Covid, confirmé toute sa place.

Les services publics, dont la présence sur tout le territoire est indispensable pour l'égalité de traitement de tous les citoyens : transports, postes, hôpitaux, aide à domicile, adaptation des logements, accueil en Ehpad, fin des déserts médicaux. Leur défense est primordiale car ils ouvrent la possibilité de vivre une retraite heureuse.

Daniel Junker

**QUELLE  
CONNERIE  
LA GUERRE**  
Jacques Prévert

### DANS CE NUMÉRO

- Ehpad : « Faut que ça crache ! » page 2
- Salaires, retraites, Sécu : des questions pour clarifier page 3
- Présidentielle : le vote Roussel des retraité.e.s page 4

## la guerre

# ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AGÉES DÉPENDANTES (ÉHPAD)

## « Faut que ça crache ! »

Pour parler des vieux et des vieilles, il faut toujours un coup d'éclat. Avec le livre *Les Fossoyeurs* de Victor Castanet, c'est peu de le dire !

Qui aurait pu imaginer qu'en payant 447149 euros (p.46) sur 5 ans dans l'un des Éhpad du groupe Orpéa des bords de Seine à Neuilly, on soit obligé de retirer sa mère de cet établissement après de multiples constats de cette « vie dégradée » (p.42) ?

### Le journaliste examine à la loupe tous les dispositifs (p.145) permettant une telle exploitation de l'or gris

« Faut que ça crache ! » (p.149) mot d'ordre du Directeur général d'Orpéa : toutes les dépenses sont passées au crible avec l'exigence exacerbée de rentabilité. « En dépassant le nombre de lits... En réduisant le nombre de postes de soignants et médecins, pourtant réglementaires ; en maximisant le coût de chaque patient pour l'Assurance maladie et les mutuelles ; en instaurant des remises de fin d'année sur l'ensemble des produits médicaux payés par l'argent public ».

Et, quelle que soit sa place dans la hiérarchie, la gestion du personnel est rendue possible par la

### ORPEA

Orpea est un groupe privé français fondé en 1989 par le neuropsychiatre Jean-Claude Marian, actif dans le domaine de la santé et de l'hébergement des personnes âgées.

L'entreprise gère une chaîne d'Éhpad privés, de maisons de retraite, de cliniques de soins et de services à la personne sous forme d'aide à domicile.

Le groupe contrôle un réseau de 1156 établissements et 116 514 lits dans 23 pays, principalement en Europe. Il est introduit en bourse en 2002.

Ses méthodes de gestion sont régulièrement au cœur de scandales.

peur, jusqu'à l'embauche de « directeurs nettoyeurs »(p.29) pour licencier brutalement les personnes qui ne plaisent pas. Dans ce système capitaliste poussé à l'extrême, cette gestion industrialisée traite les humains comme des marchandises, produisant indignité et maltraitance.

### Les Éhpad à but lucratif doivent disparaître

La réflexion doit aussi se prolonger pour remettre en cause, immédiatement, toute insuffisance de budget sur le nombre, les qualifications, les remplacements des personnels, incompatible avec l'accompagnement des personnes âgées, y compris dans le secteur public où ces critères ont envahi leur gestion.

Dès à présent, construisons notre futur qui permettra, en cas de maladie, d'avoir des soins de qualité, d'être accompagné-e-s pour finir notre vie dignement dans des Éhpad rénovés, librement choisis. Plus que jamais, le 100% Sécu à l'ordre du jour !



Christiane Caro

## des questions pour clarifier

Sur le bulletin de salaire il y a plusieurs rubriques :

- le salaire brut correspond au salaire défini par le contrat de travail, il prend en compte les qualifications, les caractéristiques de l'emploi. Le PCF revendique 1923 € de salaire brut
- le salaire net est celui effectivement touché pour la période considérée (le mois en général). Le PCF revendique 1500 € de salaire net
- la différence entre le brut et le net est le montant des cotisations sociales (salariales et patronales)
- une colonne rend compte des cotisations dites patronales. Ces cotisations sont de fait parties intégrantes du salaire. Résultat de la création de richesses par le travail, résultat de la plus value.

### Salaire net, salaire brut ?

Le salaire net est la ressource pour vivre au quotidien, il devrait être suffisant pour se loger, se nourrir, se vêtir, assurer des loisirs, les vacances, etc. Comme l'avait souligné Pierre Dharreville (député communiste à l'Assemblée nationale : le salaire brut est le salaire pour la vie et le salaire net, c'est le salaire du mois.

### Cotisations sociales - salaire socialisé ?

Les cotisations salariales et patronales constituaient, à l'origine de la Sécurité sociale mise en place par Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail en 1945, le **salaire socialisé** qui assure la solidarité sur toute la durée de la vie pour tous les citoyens : maladie, famille, accident de travail, retraite et aussi le chômage dans un autre cadre mais qui à l'origine devait dépendre de la Sécurité sociale. Ce financement, prélevé directement sur les richesses créées par le travail est caractéristique du système français, il est l'objet de tentative permanente de remise en cause par les tenants du capital pour le transférer sur l'impôt et réduire toutes les prestations, ce qui est déjà le cas avec la mise en place de la CSG en 1991.

Toute réduction des cotisations dans le salaire, c'est la mise en cause des systèmes de solidarité : réduction de la prise en charge de la maladie, des familles, affaiblissement des retraites et de l'indemnisation du chômage, conséquences identiques pour les cotisations dites patronales avec en plus un vol sur le salaire socialisé puisque ces allègements et exonérations de cotisations renforcent les profits des entreprises et engraisent les actionnaires.

### Cotisations ou impôts ?

Les cotisations sont du salaire socialisé, elles appartiennent aux bénéficiaires ce qui justifiait qu'à l'origine les conseils d'administration de la sécurité soient décisionnels et composés d'une majorité de représentants des salariés, élus. L'État n'intervenait pas.



Dans la remise en cause de notre système de Sécurité sociale, les CA ont été modifiés et sont devenus paritaires en 1967, les salariés n'y sont plus majoritaires, ils ne sont plus décisionnels, ils donnent des avis, les élections ont été supprimées depuis 1983. La fiscalisation des ressources par l'impôt transfère les décisions à l'État, c'est l'Assemblée nationale qui vote les lois de financement de la Sécurité sociale depuis 1996. Les politiques d'austérité menées par les gouvernements de ces dernières décennies ont conduit aux situations que l'on connaît bien : effritement des remboursements maladies, crise de l'hôpital public, remise en cause des retraites et des indemnités de chômage, affaiblissement des politiques familiales, etc. Un des objectifs du gouvernement est d'ouvrir totalement aux privés « le marché de la santé et de la retraite ! ». Grave et scandaleux.

### Les retraites ?

Avant 1980, les retraités ne versaient aucune cotisation (sauf pour les complémentaires santé), aujourd'hui ils versent pour la CSG 5,9% ou 4,2% déductible selon niveau de la retraite, 2,4% pour tous, 0,5% de CRDS et 0,3% pour la CASA, une cotisation maladie de 1% sur les retraites complémentaires Arrco, Agirc et Ircantec et sur les régimes particuliers de cotisations variables selon les régimes.

### Reconstruire la Sécu un objectif urgent

À quelques semaines de la présidentielle, cette question est essentielle, la Sécurité sociale fait partie de notre vie. Elle est tellement indispensable qu'elle paraît avoir toujours existé. Il est aujourd'hui urgent de la reconstruire. Fabien Roussel, dans ses propositions, entend être un acteur pour lui donner un avenir répondant aux besoins de solidarité où chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins, avec un financement reposant sur les cotisations sociales assises sur les richesses créées par le travail et sur les profits du capital.

## Le vote Roussel des retraité.e.s

Les retraités-e-s ont été au cœur des grandes luttes durant leur vie professionnelle. Elles et Ils ont conquis de grandes avancées notamment en matière de Sécurité sociale. En ce moment, leurs possibilités de vivre correctement leur retraite se délitent et sont remises en cause pour satisfaire les intérêts de la finance.

Quand une société en vient à ne plus avoir de considération pour ses aînés-e-s, c'est un terrible aveu de sa décrépitude. Ce qui vient de se passer dans les maisons de retraites est une honte. Derrière se cachent de grands groupes financiers qui font fortunes sur le dos des personnes âgées. Ainsi des hommes et des femmes, ayant créés tant de richesse par leur travail, voient leurs droits remis en cause pour que quelques gros actionnaires s'en mettent plein les poches.

### Les retraités-es n'en peuvent plus

Ce décrochage mettant en cause leurs vieux jours sera-t-il sanctionné ? Est-ce que les retraits

« Les retraité.e.s ont le droit aux jours heureux, le droit de vivre dignement leur retraite au sein d'une société solidaire. Aucune pension ne doit être inférieure à 1200 euros net ». Fabien Roussel



té-e-s diront à ceux qui dirigent la France que cela suffit ? Le président de la République Macron sera-t-il sanctionné par leur vote ? Les retraité-e-s ont toutes les raisons de le faire.

### Les retraité-e-s représentent une partie importante du corps électoral

Les retraité-e-s se sont mobilisé-e-s à de nombreuses reprises, dernièrement le 2 décembre, pour exprimer leurs revendications et leur dégoût des décisions prises par ce président de la République concernant leur pouvoir d'achat, leur santé, leur logement et leurs vieux jours.

En ces moments d'inquiétude et de colère, les retraité-e-s peuvent compter sur la candidature de Fabien Roussel et ses propositions pour satisfaire leurs revendications, leur redonner du pouvoir d'achat.

### Redonner l'espoir des jours heureux

Fabien Roussel est résolument pour en finir avec la remise en cause des acquis de la retraite et de la Sécurité sociale. Il est au côté des retraité-e-s qui par leur travail ont créé les conditions des jours heureux assurant pleinement leur retraite.

Le vote Fabien Roussel, c'est la continuité d'une vie heureuse et nouvelle en retraite mais aussi pour le devenir des enfants et petits-enfants de plus en plus incertain.

Emmanuel Macron a démontré qu'il n'est pas l'ami des personnes âgées. Toutes ses décisions à leur encontre le prouvent.

Avec Fabien Roussel, ce sera le respect des personnes âgées dans leurs droits et la volonté d'assurer le devenir de ce bel héritage de la Sécurité sociale mise en place, à la Libération, par un ministre communiste, Ambroise Croizat.

Bernard Lamirand

Nom, prénom

Adresse

Mail

signature

Pour recevoir *Plein Temps* à l'adresse ci-dessus

je verse..... euros

Découper et adresser à:  
PCF/Collectif Activité en direction des retraité-e-s  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19

### pour recevoir *Plein Temps* par la poste

Édition trimestrielle, *Plein Temps* est élaboré par le collectif *Activité en direction des retraité-e-s* du PCF. Il est transmis via internet.

Toutefois, nombre de **lecteurs et lectrices, retraité-e-s ou pas**, souhaitent recevoir un exemplaire papier chez eux. C'est possible, en nous faisant parvenir son adresse (*bulletin ci-contre*) et un chèque de 10 euros minimum qui couvrira les frais d'envoi pour un an.

**Nous appelons les abonnés à renouveler leur aide chaque année.**